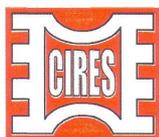


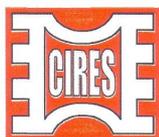
## PRESS BOOK N°2

-  SEMINAIRE MENSUEL DU JEUDI 18 JUILLET 2013
-  AMERICAN COORNER FETE SES 10 ANS : MERCREDI 24 JUILLET 2013
-  CEREMONIE DE LANCEMENT DES ATELIERS THEMATIQUES DU PACER DU 20 AU 22 AOUT 2013
-  JOURNEE PORTES OUVERTES DE L'UNU-INRA : JEUDI 05 SEPTEMBRE 2013
-  MEDIA TRAINING DU 22 AU 26 OCTOBRE 2013
-  ATELIERS THEMATIQUES N°2 DU PACER AVEC LES CONSEILS REGIONAUX DU 17 AU 19 DECEMBRE 2013
-  REPORTAGES TELE ET VIDEOS DE TOUTES CES ACTIVITES SUR LE SITE [www.cires-ci.org](http://www.cires-ci.org) .



La cérémonie de lancement des séminaires mensuels du jeudi 02 mai 2013 à la salle des séminaires du CIRES a marquée le début effectif des activités des recherches au CIRES.

Ce présent PRESS-BOOK assemble toutes les coupures de presse relatives aux comptes rendus des cérémonies et activités qui se sont déroulées au sein du CIRES et qui ont été couverts par la presse au cours de l'année 2013.



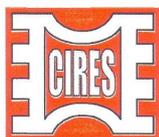
**SEMINAIRE MENSUEL DU  
JEUDI 18 JUILLET 2013**



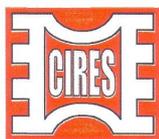
## **Impact de la justice sur la performance des entreprises** **Les révélations d'un chercheur**

« La longueur des procès a un impact négatif sur les indicateurs économiques », a révélé, hier, 18 juillet 2013, Dr José Carlos Kimou, chercheur au Centre ivoirien de recherches économiques et sociales (Cires). Il a présenté les résultats d'une étude qu'il a réalisée sur « l'impact de la justice sur la performance des entreprises en Afrique sub-saharienne », au cours du séminaire mensuel organisé par le Cires, à son siège, à Cocody. « Cette étude analyse l'impact de l'efficacité de l'appareil judiciaire sur la performance des entreprises. Les données proviennent d'enquêtes de la Banque mondiale menées auprès du secteur privé de dix pays en Afrique sub-saharienne. La démarche méthodologique évalue d'abord les déterminants de la durée anticipée du procès. En suite, prenant en compte les caractéristiques des entreprises et de l'origine légale du lieu d'implantation, on détermine l'effet des services judiciaires sur la rentabilité, les décisions d'investissement et l'accès au crédit », a-t-il expliqué. Aussi, l'enseignant à l'Unité de formation et de recherches de sciences économiques et de gestion (Ufrseg) en est arrivé à la conclusion que les procès ont une influence sur les affaires. Mieux, que le système judiciaire dans les anciennes colonies françaises, favorise la rentabilité et l'accès au crédit mais entrave la décision d'investissement. « Par ailleurs, même si la plupart des pays francophones ont récemment réformé leur système judiciaire par l'établissement commercial spécialisé, les résultats de ces réformes destinées à améliorer l'environnement des affaires, ne sont pas encore perceptibles pour les investisseurs », a ajouté Dr Kimou. Notons qu'outre cette communication, Dr Patrick N'Gouan a présenté « la contribution de l'industrie manufacturière dans la convergence des pays de la Cedeao vers les pays émergents des Brics ». Pr Gabriel Picone a exposé, quant à lui, sur les « interactions sociales et comportement en matière de prévention du paludisme en Afrique sub-saharienne ». Diarra Ibrahim, directeur du Cires, s'est réjoui de l'intérêt que manifestent aussi bien les professionnels que les scientifiques à ces espaces d'échanges. Aussi, a-t-il invité les acteurs du secteur privé à apporter leurs contributions aux débats.

Jonas BAIKEH



**AMERICAN COORNER FETE  
SES 10 ANS : MERCREDI 24  
JUILLET 2013**



## Diplomatie

### 10<sup>e</sup> anniversaire de l'American Corner du CIREC: SEM Phillip Carter III parle de l'engagement des Etats Unis en Côte d'Ivoire

Publié le jeudi 25 juillet 2013 | Ambassade des USA



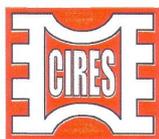
© Ambassade par DR

### Coopération: l'ambassadeur américain, SEM Phillip Carter III à la célébration du 10<sup>e</sup> anniversaire de l'American Corner du CIREC

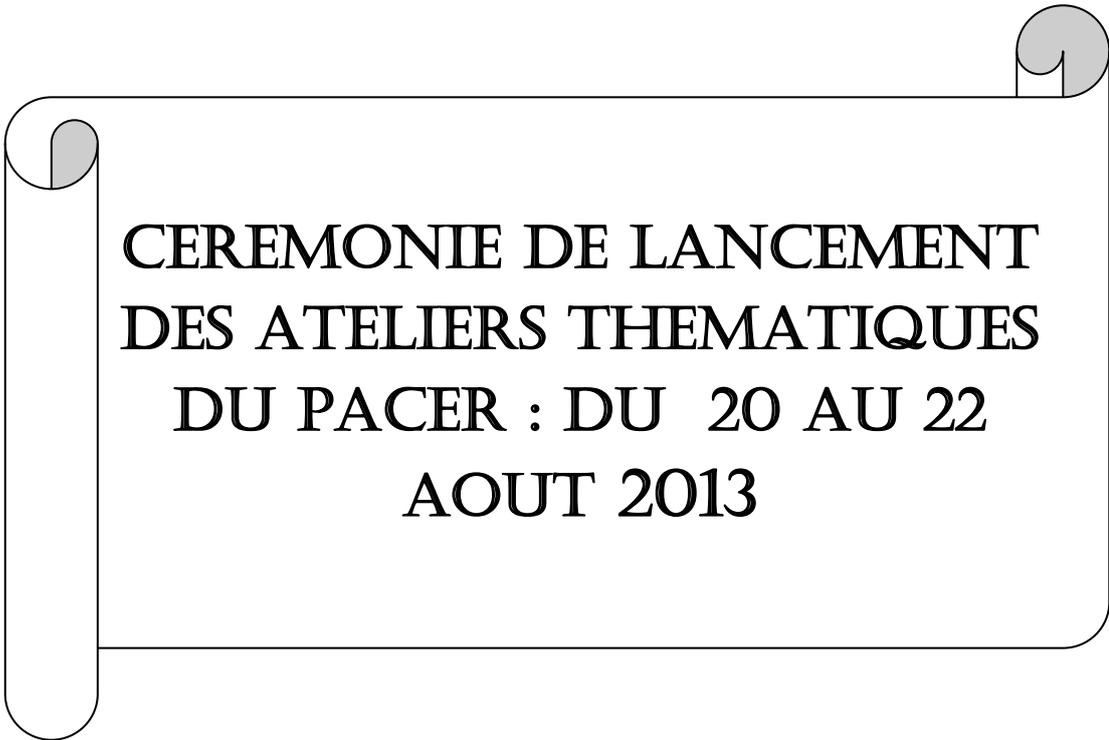
Mercredi 24 juillet 2013. Abidjan, Cocody. Photo: l'ambassadeur américain, SEM Phillip Carter III à la célébration du 10<sup>e</sup> anniversaire de l'American Corner du **CIREC**

Ce mercredi 24 juillet, l'Ambassadeur des Etats-Unis en Côte d'Ivoire, SEM Phillip Carter III a procédé au lancement des activités marquant les dix ans de l'American Corner du CIREC à Abidjan. Il a animé une conférence sur le thème : « L'engagement des Etats-Unis en Côte d'Ivoire. » Vous trouverez ci-joint l'intégralité de son discours ainsi qu'une photo de la cérémonie.

L'American Corner d'Abidjan est le premier American Corner en Afrique de l'Ouest. Il a été inauguré en avril 2003. Il dispose d'ouvrages de référence, de périodiques ainsi que d'une importante collection de livres destinés à améliorer la compréhension mutuelle entre les peuples des Etats-Unis et de la Côte d'Ivoire. Le centre dispose également d'Internet permettant ainsi à ses usagers d'accéder à des informations de premières mains. L'American Corner organise régulièrement des activités visant à faire la promotion de l'apprentissage de l'anglais, des études aux Etats-Unis et de la culture américaine. Les usagers de l'American Corners sont entre autres, les chercheurs du CIREC, travaillant sur les sciences sociales aux



Etats-Unis, des enseignants et professeurs d'universités et grandes écoles ainsi que les étudiants intéressés par l'histoire et la culture américaine.



**CEREMONIE DE LANCEMENT  
DES ATELIERS THEMATIQUES  
DU PACER : DU 20 AU 22  
AOUT 2013**

# Fraternité Matin

Jeudi 22 août 2013 / N°14 618 www.fratmat.info / FratMat Mobile #129# (Orange CI)

Prix: 200 F • Cedeao: 300 fcfa • France: 1,10 €

PREMIER QUOTIDIEN IVOIRIEN D'INFORMATIONS GÉNÉRALES

## Sécurité sociale

### Les chercheurs apportent leur contribution

Quelles solutions pour réduire la vulnérabilité des travailleurs qui ne sont pas ou plus couverts par le secteur formel et leur permettre de mieux contribuer à la création de la richesse ? Cette question fait l'objet d'un atelier de réflexion qui s'est ouvert mardi au Centre ivoirien de recherches économiques et sociales (Cires). Cet atelier marque le lancement des ateliers de réflexion sur « *La croissance inclusive en Côte d'Ivoire : le cas de la sécurité sociale* ». Une série de réflexions qui s'inscrit dans le cadre des activités du Programme d'appui au développement des centres d'excellence régionaux (Pacer) au sein de l'Uemoa.

Pendant trois jours, les acteurs du monde professionnel, les représentants des institutions, des entreprises du secteur privé et public et tous les spécialistes du domaine de la sécurité sociale vont débattre de la protection sociale en



Dr N'Guessan Coffie José, coordonnateur du Pacer.

Côte d'Ivoire et faire des suggestions en vue de la mise en place d'un système de protection sociale plus inclusif.

« *Le choix de la protection sociale comme sujet de discussion se justifie par le fait que*

*c'est un moyen important pour réduire la vulnérabilité des travailleurs qui sont occupés aussi bien dans le secteur formel que dans le secteur informel* », a indiqué le coordonnateur du Pacer, Dr N'Guessan Coffie José.

Les réflexions vont s'articuler autour de quatre thèmes : la croissance inclusive, la Cnps et la promotion de la protection sociale en Côte d'Ivoire, l'expérience de la protection sociale dans le secteur informel, l'expérience de la Côte d'Ivoire en matière d'indemnisation du chômage.

La sécurité sociale, estiment les experts, est un moyen de promouvoir la croissance inclusive.

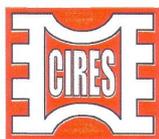
Cette croissance est un thème qui préoccupe, selon eux, la plupart des Etats du monde. Elle fait un lien entre le rythme avec lequel la richesse est créée et la réduction des inégalités. La croissance inclusive permet de réconcilier les gouvernants qui se félicitent des taux de croissance élevés

et les populations qui estiment que les retombées de ces taux de croissance ne sont pas visibles.

« *Les résultats des réflexions seront pour nous le début de la réflexion sur la croissance inclusive. Nous voulons, en effet, mettre en place un groupe de recherche qui réfléchira sur le contenu du concept en vue de concevoir des indicateurs qui correspondent et répondent à nos préoccupations sociales* », explique le coordonnateur du Pacer.

Le président de l'atelier de réflexion, Pr Tchétché N'Guessan qui a ouvert les travaux, a salué la contribution importante du Cires au développement. Car pour lui, la recherche est le premier facteur de développement d'un pays. « *Nous vivons une guerre économique mondiale et dans ce contexte, la recherche est une question de vie ou de mort* », a-t-il soutenu.

SÉTHOU BANHORO



LE JOURNAL DE **'Economie**  
 LE SUPPORT DE L'ENTREPRISE, DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DES AFFAIRES  
**Le Journal de l'Économie**  
 Hebdomadaire paraissant depuis le 2 mars 2009

PROGRAMMES DE DÉVELOPPEMENT  
**La croissance inclusive, meilleur indicateur de développement**

**Détenteur des meilleurs taux de croissance, l'Afrique subsaharienne est pourtant la région la plus pauvre de la planète. La croissance du PIB est une condition nécessaire mais non suffisante pour traduire le bien-être des individus. Pour résoudre ce paradoxe, les économistes préconisent la conciliation des deux indicateurs.**

Par JEAN-LOUIS GBANGBO  
 jean.louis.gbangbo@jde.ci.com

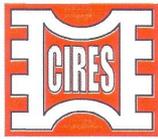
L'atelier du Centre ivoirien de recherches scientifiques (Cires), qui s'est tenu du 20 au 22 août à son siège à Cocody a été riche en enseignements. Dans sa communication prononcée à cet effet, Dr. Patrick N'Gouan, Chercheur associé au Cires, révèle ainsi que la croissance économique peut aussi entraîner ou renforcer, dans son sillage: inégalités, exclusions et pauvreté. S'il est indéniable que la croissance forte et durable est nécessaire à la réduction de la pauvreté, il apparaît néanmoins important de relever qu'elle doit s'accompagner d'un accroissement des opportunités et d'une amélioration du niveau de vie des populations. Cette préoccupation est à l'origine de l'émergence du concept de la croissance inclusive. La croissance du PIB, un indicateur macro économique, est, selon lui, une condition nécessaire mais non suffisante pour traduire le bien-être des individus, qui lui, est un indicateur microéconomique. Il faut donc recourir à un autre indicateur ; la croissance inclusive, qui est une coordination des deux indicateurs (macro et micro). Le chercheur définit la croissance inclusive comme celle qui est soutenue et durable, ciblant tous les segments de la société et de l'économie, et garantissant l'équité en matière d'accès aux opportunités et aux ressources nationales. Multidimensionnelle, elle conduit vers le développement durable et le progrès social. La croissance inclusive, se présente comme l'une des voies les plus appropriées pour y arriver. A condition, cependant d'observer les six grandes politiques qui la sous-tendent. Vision consensuelle du devenir de la nation, bonne gouvernance, démocratie participative,



L'atelier organisé par le Cires a été riche en enseignements (Ph DR)

meilleure utilisation des capacités productives de l'économie, réduction des inégalités et atteinte des OMD. En période post conflit, l'inclusivité, explique Dr N'Gouan, est un impératif pour tout programme de croissance et de développement. Pour réaliser, alors, une véritable croissance inclusive en Côte d'Ivoire, il recommande des mesures concrètes. Il s'agit, notamment d'obtenir une véritable réconciliation nationale fondée sur une justice impartiale et conduite par une structure dans laquelle toutes les parties ont confiance. D'adopter une démarche consensuelle dans le traitement des grands dossiers d'intérêt national, notamment en engageant des réformes de l'administration, de la magistrature, des forces armées et de sécurité, ainsi que des concours administratifs, de l'école ivoirienne, du foncier rural, et de la nationalité... Il serait important aussi de présenter périodiquement des bilans sur l'état

de réalisations des OMD et du PND ; et enfin, de mettre en place des structures crédibles pour appliquer, selon un chronogramme consensuel, les différentes mesures contenues dans chacune des six politiques. La communication du Dr N'Gouan était le premier d'une série d'exposés destinés à fournir des éclairages sur le concept de croissance inclusive et sur les expériences en matière de protection sociale. Cet atelier a été organisé dans le cadre du projet PACER qui accompagne les activités du CIRES.



N°223 du Lundi 26 août au Dimanche 1er septembre 2013 Prix 300 F

LE JOURNAL DE

# 'Economie

LE SUPPORT DE L'ENTREPRISE, DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DES AFFAIRES

**Le Journal de l'Économie**

Hebdomadaire paraissant depuis le 2 mars 2009

## INDÉMNISATION DU CHÔMEUR

### Comment bénéficier d'une allocation chômage en Côte d'Ivoire

L'indemnisation du chômage en Côte d'Ivoire se fait à l'avantage d'une allocation attribuée pendant un certain temps à certains travailleurs du secteur public et privé ayant perdu leur emploi. Mécanisme, peu connu, l'allocation chômage a été attribuée, en 2013, à seulement 261 travailleurs, dont 49 cadres et 212 agents de maîtrise. Ces statistiques livrées par Maurice LOUE, Sociologue, Administrateur du travail et des lois sociales, lors d'un atelier du Cires, le 20 août, émettent, selon lui, des dysfonctionnements du système d'indemnisation du chômage, en Côte d'Ivoire.

Depuis 1991, en effet, et à la faveur de la mise en œuvre de la politique nationale de l'Emploi, le Gouvernement consacre les 2/3 du fonds de solidarité à l'allocation chômage et 1/3 au financement des programmes d'emploi pour la réinsertion des chômeurs dans les circuits économiques. La gestion de ces fonds est confiée à l'AGEPE et les conditions pour en bénéficier sont fixées par la commission nationale pour le traitement du chômage et la Sous-Direction du traitement social du chômage.

#### Les critères d'attribution de l'allocation chômage

Suivre, contrôler et gérer rationnellement la masse des chômeurs ayant effectivement droit à l'allocation chômage, telles sont les principales attributions de la commission nationale pour le traitement du chômage. On donne donc droit à cette allocation, les ivoiriens qui ont effectivement travaillé en Côte d'Ivoire, comme salarié au moins un an révolu, et qui ont été licenciés pour des raisons économiques. Il ne faut, cependant, pas avoir l'âge de la retraite, ni exercer une activité lucrative ou rémunérée. Il faudra, enfin, résider sur le territoire national.

Les documents à fournir sont le certificat de travail du dernier employeur, la lettre de licenciement du dernier employeur, la carte AGEPE à jour de pointage, les trois derniers bulletins de salaire du dernier Employeur et une photocopie de la carte Nationale d'identité en cours de validité. Depuis janvier 1993, de nouvelles dispositions complètes ont été adoptées imposant des restrictions dans l'attribution de l'allocation

chômage. Il s'agit notamment d'une limitation à une durée maximum de trois (3) ans et une aide uniquement pour les chômeurs licenciés pour motifs économiques. Conséquences, les statistiques des bénéficiaires d'allocation chômage en 2010 et 2013 sont anémiques : 4510 chômeurs, avec une courbe décroissante (1759 en 2010, 1284 en 2011, 846 en 2012 et 261 en 2013, en attendant les chiffres des ouvriers et employés). Les montants des allocations, quant à eux, n'ont pas varié depuis 1992 : 50 000 F par mois pour les cadres et agents de maîtrise et 80 000 FCFA par an pour la catégorie Employés/Ouvriers. Malgré ces montants dérisoires, Maurice LOUE note de sérieux dysfonctionnements dans le système d'allocation chômage qui interviennent essentiellement aux faux documents produits par les chômeurs soit par eux-mêmes soit avec la complicité de structures extérieures, mais aussi, les difficultés de la structure de gestion à contrôler les documents fournis.

J LG

## **Croissance inclusive de la Côte d'Ivoire**

# **Ce que recommande un expert**

**Jonas BAIKEH**

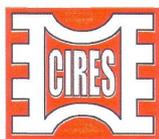
« La croissance inclusive, c'est celle qui ne se limite pas uniquement à l'augmentation de la richesse nationale mais qui fait en sorte que cette hausse implique dans sa formation comme dans sa répartition tous les segments de l'économie et de la société », a défini Dr Patrick N'Gouan, économiste associé au Centre ivoirien de recherches économiques et sociales (Cires). Il a fait cette présentation à l'occasion du lancement de l'atelier de réflexion du Programme d'appui de développement des centres d'excellence régionaux au sein de l'Uemoa (Pacer), le 20 août 2013, à Cocody. Le chercheur a fait remarquer que les pays africains affichent ces dernières années, des taux de croissance élevés (autour de 5,2% par an) malheureusement accompagnés d'une paupérisation des populations et d'un accroissement des inégalités. « S'il est indéniable que la croissance forte et durable est nécessaire à la réduction de la pauvreté, il apparaît néanmoins important de relever qu'elle doit s'accompagner d'un accroissement des opportunités et d'une amélioration du niveau de vie des populations », a soutenu l'expert des questions macroéconomiques. Selon lui, la croissance inclusive demande que l'agriculture, l'in-



*Pour Dr Patrick N'Gouan, il faut mettre en place des institutions crédibles. (Ph. d'Archives)*

dustrie et le secteur tertiaire (les services) puissent croître et que le secteur informel se développe pour devenir formel. « De même, au niveau des segments de la société, la croissance inclusive demande l'implication de tous les groupes sociaux : les personnes du troisième âge, les jeunes en activité, les jeunes chômeurs, les pauvres et les femmes, notamment », a-t-il indiqué. Il faut, pour cela, a-t-il noté, une vision consensuelle du devenir de la nation. « Nous sommes dans le multipartisme, mais pour les grands sujets d'intérêt national, il faut que nous ayons une vision consensuelle et non pas majoritaire. Ce qui demande la réconciliation, la cohésion sociale et la confiance dans les institutions. Et que personne ne se

sente laissé pour compte. Que les autorités et les populations travaillent main dans la main », a-t-il recommandé. Il a, en outre, suggéré l'utilisation maximale de toutes les capacités productives de l'économie et ne pas négliger la question du chômage. A cela s'ajoute l'utilisation de toutes les ressources nationales : naturelles, le sol, le sous-sol. Dr N'Gouan a évoqué en sus, la question de la démocratie participative. « Il faut que tous les secteurs sociaux puissent s'exprimer, les communautés à la base, la société civile, les syndicats, les partis politiques, le gouvernement, tout le monde doit être impliqué. Il y a également la question de la bonne gouvernance, au plan politique et institutionnel, au plan économique et finan-



**JOURNEE PORTES OUVERTES  
DE L'UNU-INRA : JEUDI 05  
SEPTEMBRE 2013**

# Fraternité Matin

Vendredi 6 septembre 2013 / N°14 631 www.fratmat.info / FratMat Mobile #129# (Orange CI)

Prix: 200 F • Cedeao : 300 fca • France: 1,10 e

PREMIER QUOTIDIEN IVOIRIEN D'INFORMATIONS GÉNÉRALES

Sécurité alimentaire

## La Côte d'Ivoire menacée

Une journée portes ouvertes organisée au Centre ivoirien de recherche économique et sociale (Cires) a permis d'aborder plusieurs questions d'ordre environnemental.

**L**es décalages saisonniers en termes de pluies sont fréquents en Côte d'Ivoire. Si bien que la baisse de la productivité agricole est régulièrement constatée. Vu que les changements climatiques sont une menace pour l'agriculture et l'économie nationale, l'engagement de toutes les compétences est requis. C'est en substance ce qui ressort de l'exposé de Dr N'Guessan Bernard, enseignant à l'université Félix Houphouët-Boigny de Cocody.

C'était le jeudi 5 septembre, au cours de la journée porte ouverte organisée par l'Unité opérationnelle de l'institut des ressources naturelles en Afrique de l'université des Nations unies (Unu-inra) à Cocody, dont le thème a porté sur « La recherche au service de la gestion des ressources et de la préservation de l'environnement ».

Selon l'enseignant, depuis ces trois dernières décennies,

la modification des paramètres climatiques a occasionné une inadéquation entre les calendriers de la météorologie et des saisons culturelles. À preuve, des études ont démontré que la saison des pluies s'est raccourcie en moyenne de 10 à 27 jours sur le littoral avec un retard de démarrage de deux semaines. Dans le nord, il est de 10 à 20 jours, de 20 à 30 jours dans le Sud et de 10 à 28 jours au Centre. En conséquence, les répercussions se font sentir au niveau des cultures, du bétail, de l'eau, de la pêche, de l'écosystème, etc.

Pour lui, cette situation peut entraîner une baisse de rendement d'autant plus que les agriculteurs ont du mal à s'adapter à de telles variations. « Soit les agriculteurs ne pourront pas pratiquer certaines cultures qui ont des exigences en termes de quantité d'eau, soit les plants mis en terre ne donneront pas une bonne récolte compte tenu du temps favorable réduit pour leur développement », explique le chercheur. Dr N'Guessan

Bernard invite donc l'Etat à entreprendre une sensibilisation d'envergure à l'endroit des populations. Mettre en place un appui en termes d'équipements de pointe et des moyens financiers à la disposition des structures techniques intervenant dans les questions liées au changement climatique. Il préconise aussi la vulgarisation des données scientifiques pour faciliter la tâche au secteur agricole, estimé à 60% de la population active.

La journée porte ouverte vise à donner une visibilité à l'Unu-inra auprès des ministères techniques (Environnement, Agriculture, Eaux et Forêts), au monde universitaire, aux Ong, etc. « Notre objectif est de renforcer la collaboration entre les universités et l'Unu-inra afin de constituer des équipes pluridisciplinaires ayant pour rôle de mieux appréhender les problèmes liés au développement durable », a souhaité la coordinatrice de l'Unu-ira, Dr Binaté Nami-zata.

ANOËH KOUAO  
(STAGIAIRE)

# L'inter

NADY RAYESS

N°4578 DU VENDREDI 06 SEPTEMBRE 2013 - 200F. - HTTP : WWW.LINFODROME.COM

RECHERCHES SCIENTIFIQUES

## Pour une gestion efficace des ressources naturelles et environnementales

**Élysée LATI (Stc)**

La recherche scientifique se présente aujourd'hui comme un outil incontournable au cœur des enjeux du développement durable. Et cela, le Centre ivoirien de recherche Économiques et Sociales (Cires) en est conscient. C'est d'ailleurs ce qui a suscité l'organisation d'une journée porte ouverte le jeudi 05 septembre dernier dans les locaux de cette institution, en vue de réfléchir sur les questions environnementales et de gestion des ressources naturelles. D'où le thème général : « *la recherche au service de la gestion durable des ressources naturelles et de la préservation de l'environnement* ». Pour Dr Binaté Fofana Namizata, coordinatrice UO/Unu-Inra cette journée vise à faire connaître l'existence de l'Unité Opérationnelle de Côte d'Ivoire (UO/CI) de l'Université des Nations Unies pour les Ressources Naturelles en Afrique (Unu-Inra) en tant qu'outil de développement économique et social dans le domaine de la gestion des ressources naturelles et de l'environnement. Aussi a-t-elle dit, « nous voulons former des équipes multidisciplinaires pour aborder les autres aspects de la question des ressources natu-



Les chercheurs ont réfléchi sur plusieurs thématiques en vue de mettre les résultats de leurs recherches au service du développement durable (E.L.) (PH.DR)

elles, de la pollution, de la sécurité alimentaire, etc.». Pour Gustave Aboua, directeur du développement durable, représentant le ministre de l'environnement, de la salubrité urbaine et du développement durable, «les sciences jouent un rôle essentiel dans la détermination des modes d'utilisation durable des ressources naturelles. «Les sciences doivent favoriser les efforts tendant à utiliser les ressources naturelles et énergétiques de façon moins intensives dans une perspective de développement durable. Pour satisfaire cette exigence, il est indispensable de rapprocher

les décideurs politiques du monde de la recherche», a souligné Gustave Aboua. C'est justement le souhait qu'ont émis les organisateurs de cette journée qui entendent créer une plate-forme d'échange entre les différents acteurs de développement pour une meilleure contribution au processus du développement durable. Rappelons que plusieurs thématiques ont fait l'objet de réflexions. Il s'agit entre autres de la dégradation du cadre de vie à Abidjan, de la gestion durable des ordures ménagères, de la pollution, du changement climatique, etc.

**Gestion des ressources naturelles et préservation de l'environnement**

**Une journée porte ouverte organisée**

«La recherche au service de la gestion durable des ressources naturelles et de la préservation de l'environnement », tel est le thème de la journée porte ouverte organisée par l'Unité opérationnelle de l'Institut des ressources naturelles en Afrique de l' Université des Nations Unies(Unu-ira), le 5 septembre 2013, dans les locaux du Centre ivoirien de recherche économique (Cires) à Cocody. Cette journée a tourné autour de deux sous-thèmes centraux que sont : « Environnement, cadre de vie, sécurité alimentaire » et « Gestion des ressources naturelles ». La cérémonie a vu la participation de Dr N'guessan Atsé Alexis Bernard, expert en géographie tropicale à l'université Félix Houphouët Bouigny de Cocody. Celui-ci a défini les raisons du changement climatique, avant de parler de ses conséquences sur l' agriculture et sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne. L'objectif de cette journée est de faire connaître l'unité opérationnelle en tant qu' un outil de développement économique et social dans le domaine de la gestion des ressources naturelles et de l'environnement. Le but recherché est de créer une plate-forme d'échanges entre les différents acteurs de développement pour une meilleure contribution au processus du développement durable. Selon Dr Binaté Fofana Namizata, cette journée est organisée à l'endroit des ministères techniques intervenant dans le domaine de la gestion des ressources naturelles et de l'environnement, des universités et centres de recherche ,des étudiants et des Ong.

**Stéphanie Yogo et Kouakou N'dri (stg)**



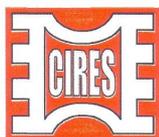
**Des enseignements ont été donnés sur la gestion des ressources naturelles. (Ph. S.Y)**

## RECHERCHE ET PRÉSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT L'Université des nations unies s'ouvre au grand public

Les initiatives en faveur de la préservation de l'environnement pour la promotion du développement durable sont omniprésentes depuis quelques années en Côte d'Ivoire. Au nombre des structures du système des nations unies spécialisées dans les questions économique, sociale et environnementale, figure l'Université des nations unies (UNU). En effet, elle a pour principale mission de contribuer, à travers la recherche et le développement des capacités, à la résolution des problèmes liés à l'existence de l'homme, au développement et au bien-être des populations. Cette structure présente en Côte d'Ivoire depuis 1994 sous le vocable d'unité opérationnelle de l'Université des nations unies (UO/ CI) ne cesse de mener des recherches pour mieux orienter les dirigeants dans leurs prises de décisions pour le bien-être des populations. Ainsi, pour mieux promouvoir leurs actions et se faire connaître davantage du grand public, l'unité opérationnelle a organisé une journée porte ouverte le jeudi 05 septembre dernier au Cires à Cocody, sous le thème : « la recherche au service de la gestion durable des ressources et de la préservation de l'environnement ». Cette

initiative qui a réuni des enseignants-chercheurs, des étudiants, des acteurs de l'environnement et du développement durable, ainsi que les partenaires au développement, visait, selon Dr Binaté Fofana Namizata, Directrice de l'unité opérationnelle UNU en Côte d'Ivoire, à « faire connaître aux ministères techniques, aux partenaires au développement, aux ONG et au grand public, cette unité qui réfléchit sur les questions de l'environnement et de la gestion des ressources naturelles pour le bien-être des populations ». Ainsi, les initiateurs de cette journée veulent créer une plateforme d'échanges entre les différents acteurs de développement pour une meilleure contribution au processus de développement durable. Cette journée portes ouvertes a noté d'importantes communications, notamment sur la dégradation du cadre de vie à Abidjan, la gestion économique et financière des ordures ménagères, le changement climatique, la sécurité alimentaire en Afrique, etc.

·A.Y.



**MEDIA TRAINING DU 22 AU 26  
OCTOBRE 2013**

# Fraternité Matin

Lundi 9 décembre 2013 / N°14 706 www.fratmat.info / FratMat Mobile #129# (Orange CI) Prix: 200 Fcfa • Cedeao : 300 fcfa • France: 1,10 e

PREMIER QUOTIDIEN IVOIRIEN D'INFORMATIONS GÉNÉRALES

Cires

## Les chercheurs se forment au média training

**A**fin de pallier le déficit de communication qui constitue un frein à la valorisation des résultats de la recherche, le Centre ivoirien de recherches économiques et sociales a sollicité et obtenu l'appui de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa) pour une formation portant sur le média training (la prise de parole dans les médias). Cette formation qui entre dans le cadre du Programme d'appui de développement des centres d'excellence régionaux au sein de l'Uemoa a été dispensée à 30 chercheurs du Cires pendant 5 jours (du 21 au 25 octobre) à la salle des séminaires de l'institut. Elle vise, selon le



Les chercheurs ont suivi assidûment les cours. (PHOTO: CIRES)

coordonnateur du projet, Francis José N'Guessan Coffie, à « favoriser le renforcement des capacités des chercheurs

du Cires en développant leurs compétences en matière de conduite des débats dans les médias et aussi à faciliter la

dissémination des résultats des travaux de recherche en vue de contribuer à l'information et à la formation des populations, mieux encore à améliorer la visibilité du Cires». En dépit d'une solide expérience en matière de conduite des projets et de réalisation d'études, le Centre ivoirien de recherches économiques et sociales peine, en effet, à faire connaître les résultats de ses travaux de recherche au grand public. Un manque de visibilité dû, en partie, à la quasi-absence des chercheurs du Cires au niveau des débats et émissions de la sphère médiatique.

L. B



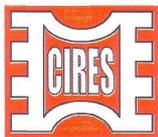
N° 5735 du Mardi 05 Novembre 2013 - 200 F - [www.soirinfo.com](http://www.soirinfo.com)

## **Recherche économique et sociale**

### **Les chercheurs apprennent à mieux communiquer**

Les résultats des travaux de recherches économiques et sociales restent méconnus du grand public. C'est le constat qu'ont réalisé les chercheurs du Centre ivoirien de recherches économiques et sociales (Cires). Ce manque de visibilité est dû, en partie, à la quasi-absence de ces chercheurs au niveau des débats et émissions de la sphère médiatique. Pour pallier ce déficit de communication qui constitue un frein à la valorisation des résultats de la recherche, le centre a sollicité et obtenu l'appui de Programme d'appui de développement des Centres d'Excellence Régionaux au sein de l'Uemoa (Pacer). Ainsi, pendant 5 jours ( du 21 au 25 octobre 2013) , 30 chercheurs ont été formés sur des techniques de prise de parole dans les médias. « Il s'agit de favoriser le renforcement des capacités des chercheurs du Cires en développant leurs compétences en matière de conduite des débats dans les médias et aussi à faciliter la dissémination des résultats des travaux de recherche en vue de contribuer à l'information et à la formation des populations, mieux encore, à améliorer la visibilité du Cires», a indiqué Dr N'Guessan Coffie Francis José, coordonnateur du projet Pacer 2.

**Jonas BAIKEH (Ph JB)**



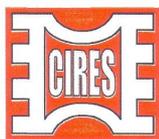
## VALORISATION DES TRAVAUX DE RECHERCHE

# Le Cires forme ses chercheurs au Média training

En plus de leurs aptitudes et expertises dans leurs formations initiales, les chercheurs du Centre Ivoirien de Recherches Economiques et Sociales (CIREs) viennent de renforcer encore leurs capacités. Cette fois sur le terrain de la communication. Pour leur permettre d'être à l'aise face aux médias, la cellule communication du Cires a initié du 21 au 25 octobre dernier, la formation de ses chercheurs dans le cadre du Programme d'appui de développement des Centres d'Excellence Régionaux au sein de l'UEMOA (PACER). Une initiative qui vise à pallier le déficit de communication qui constitue un frein à la valorisation des résultats de la

recherche. Ce séminaire devrait aussi combler le manque de visibilité et pallier la quasi absence des chercheurs du CIREs au niveau des débats et émissions de la sphère médiatique. Pour le Docteur N'Guessan Coffie Francis José, coordonnateur du projet PACER 2, ce séminaire de formation va « *favoriser le renforcement des capacités des chercheurs du CIREs en développant leurs compétences en matière de conduite des débats dans les médias et aussi faciliter la dissémination des résultats des travaux de recherche en vue de contribuer à l'information et à la formation des populations* ».

A Y



**ATELIERS THEMATIQUES N°2  
DU PACER AVEC LES CONSEILS  
REGIONAUX DU 17 AU 19  
DECEMBRE 2013**

# Fraternité Matin

Vendredi 20 décembre 2013 / N°14 716 / [www.fratmat.info](http://www.fratmat.info) / FratMat Mobile #129# (Orange CI) Prix: 200 FCfa • Cedeao : 300 FCfa • France: 1,10 €

PREMIER QUOTIDIEN IVOIRIEN D'INFORMATIONS GÉNÉRALES

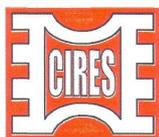
## Développement local

### Les conseils régionaux s'appuient sur le Cires

**L**e Centre ivoirien de recherches économiques et sociales (Cires) a achevé, mercredi à Abidjan, la deuxième édition de ses ateliers thématiques. Au centre des réflexions, « *la recherche au service du développement local* ». Le directeur adjoint, N'Guessan Coffie, a expliqué que son institution a déjà accumulé un important capital en matière de recherche sur le développement local, l'intégration régionale à travers des travaux de recherche portant sur l'agriculture, le développement de l'entrepreneuriat des femmes, etc. Ces programmes visent à aller plus loin dans l'exploration des interactions économiques, institutionnelles, sociales et politiques existant entre le local et le central. Ces rencontres permettront de mieux préparer les collectivités locales à affronter

les défis de développement pour lesquels elles ont été élues. « *L'objectif est de créer un cadre d'échange entre les conseils régionaux et le Cires en vue de définir des voies de collaboration pour un appui dans la définition et la mise en œuvre de leurs plans stratégiques* », a fait observer M. Coffie. Deux thèmes ont meublé les ateliers. A savoir « *Les contraintes techniques et économiques des conseils régionaux* » et « *Environnement externe et contraintes relatives à la gestion des relations extérieures* ». A travers l'organisation de ces différents ateliers, les élus ont souhaité mieux appréhender le fonctionnement des collectivités territoriales et améliorer leur connaissance des dispositifs dans lesquels ils pourraient inscrire leurs projets locaux.

L. BAKAYOKO



### Développement local

## **Le Cires veut accompagner les conseils généraux**

**F**aire en sorte que les chercheurs sortent de leurs laboratoires pour se rapprocher du monde professionnel et appuyer les stratégies de mise en œuvre du bien-être des populations. C'est l'idée maîtresse des ateliers thématiques organisés par le Centre ivoirien de recherches économiques et sociales (Cires) dont la seconde édition dédiée aux collectivités décentralisées s'est tenue le 17 décembre 2013, à Cocody. « Le Cires doit appuyer les collectivités territoriales. L'objectif ici étant de créer un cadre d'échanges entre les conseils généraux et le Cires en vue de définir des voies de collaboration pour un appui dans la définition et la mise en œuvre de

leurs plans stratégiques », a souligné Dr N'Guessan Coffie, directeur par intérim du Cires.

Deux thèmes ont fait l'objet d'échanges. L'un a porté sur « les contraintes techniques et économiques des conseils généraux » et l'autre sur l'« environnement externe et les contraintes relatives à la gestion des relations extérieures ».

Ont noté la contribution de Gogoné Bi Botty Maxime, directeur de la tutelle administrative, au ministère d'Etat, ministère de l'Intérieur et de la sécurité.

**Jonas BAIKEH**

## DÉVELOPPEMENT LOCAL

### La gestion des Collectivités territoriales à la loupe

Si la gestion des collectivités locales ivoiriennes est souvent décriée, c'est bien parce que les dites collectivités offrent elles-mêmes le bâton pour se faire battre. Selon un document produit lors de la 2e édition des ateliers thématiques du Centre ivoirien de recherches économiques (Cires), du 17 au 19 décembre, il ressort que l'essentiel du budget des collectivités locales est affecté aux dépenses de fonctionnement et non aux dépenses d'investissement. En effet, de 2001 à 2011, sur un montant global de 1030 milliards de FCFA, seulement 274 milliards (27%) ont été consacrés aux dépenses d'investissements contre 756 milliards aux dépenses de fonctionnement, soit 73% des dépenses totales ! L'ensemble des communes de Côte d'Ivoire ont dépensé 444 milliards en fonctionnement contre 132 milliards en investissements sur la même période. Quand aux Conseils généraux, 33 milliards ont servis au fonctionnement et seulement 7 milliards aux investissements. Ceci, malgré des recettes en nette accroissement, comme le démontre le même document. L'ensemble des collectivités qui réalisaient, en 2001, 44,3 milliards atteignaient en 2010, 128,7 milliards FCFA. Ici, il faut tout de même tenir compte de la création de nouvelles communes, départements et régions, pour

expliquer l'accroissement des recettes. Dans leurs missions initiales, les collectivités territoriales assurent la promotion et la réalisation du développement local, la modernisation du monde rural, l'amélioration du cadre de vie, la gestion des terroirs et de l'environnement. Il n'y a que la voirie qui, dans les communes a le plus retenu l'attention des dirigeants. Encore que la, elle ne recueille même pas 20% des dépenses totales. Les dépenses en équipements de services et administratifs qui suivent atteignent difficilement les 15%. Certains segments comme le tourisme et l'artisanat n'ont fait l'objet d'aucune dépense. Bilan largement donc, en deca de ce qui est attendu de ces collectivités chargées de répondre aux besoins particuliers de leur territoire. Comme l'indiquait, au cours de l'atelier du Cires, Gogoné-Bi Botty Maxime, Directeur de la Tutelle Administrative, il est temps de "faire monter en puissance le processus de décentralisation". Mais "pour réussir cet ambitieux pari, nous avons certes besoin de l'appui financier et de l'assistance technique des partenaires au développement, mais aussi de l'implication effective et du soutien réel de la population dans toutes ses composantes pour un développement local humain durable", a-t-il dit.

J-L.G